

N° 867.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention consulaire, signée à
Rome, le 1^{er} mars 1924.

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Consular Convention, signed at
Rome, March 1, 1924.

No. 867. — CONVENTION CONSULAIRE ¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE A ROME, LE 1^{er} MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Italie et par le Délégué permanent de la République Tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 22 mai 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désirant s'entendre au sujet de l'admission réciproque des fonctionnaires consulaires, ainsi que déterminer leurs exemptions, prérogatives, immunités, honneurs, privilèges et fonctions, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé Plénipotentiaires à cet effet :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Vlastimil KYBAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à Rome ;

M. Jan DVOŘÁČEK, Ministre plénipotentiaire, Chef du département économique au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. Excellence Benito MUSSOLINI, Président du Conseil, Ministre pour l'Intérieur et par intérim des Affaires étrangères ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

1. Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des offices consulaires dans les ports, villes et autres localités du territoire de l'autre Partie et d'y nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires. Ces fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires, et, en tant qu'ils ne sont pas des fonctionnaires de carrière, ils pourront être choisis parmi les ressortissants des deux Etats, comme parmi les étrangers.

2. Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} présenteront leurs provisions et seront réciproquement admis et reconnus pour le district fixé par l'Etat dont ils relèvent selon les règles et formalités établies dans l'Etat de leur résidence. Les modifications ultérieures de l'étendue de ce district seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat où les dits fonctionnaires exercent leurs fonctions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 19 janvier 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 867. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT ROME, MARCH 1, 1924.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 22, 1925.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of reaching an agreement concerning the reciprocal admission of Consular officers and of determining Consular exemptions, prerogatives, immunities, honours, privileges and functions, have decided to conclude a Consular Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Vlastimil KYBAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Rome ;

M. Jan DVOŘÁČEK, Minister Plenipotentiary, Head of the Economic Department in the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, President of the Council, Minister of the Interior and Minister for Foreign Affairs *ad interim* ;

Who, after exchanging their full powers, found in good and due form, have agreed on the following articles :

Article 1.

(1) Each of the High Contracting Parties shall be entitled to establish Consular offices in ports, towns and other places within the territory of the other Party and appoint thereto Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular agents. These Consular officers may be regular members of the Consular Service or honorary, and, when not members of the Consular Service, they may be chosen from among the nationals of either State or from among foreign nationals.

(2) The officers referred to in paragraph 1 shall present their letters of appointment, and shall be reciprocally admitted and recognised as having jurisdiction within the district fixed by the State which they represent, according to the rules and regulations in force in their State of residence. Any subsequent modification of the limits of such district shall be communicated to the Ministry for Foreign Affairs of the State in which these officers are serving.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, January 19, 1925.

3. Pour exercer librement leurs fonctions, les chefs des offices consulaires devront obtenir l'exequatur qui sera délivré sans frais. Sur la présentation du dit exequatur, l'autorité compétente de l'Etat de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

4. Les consuls généraux et consuls, en tant qu'ils y sont autorisés par leurs Gouvernements, pourront nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et autres localités de leurs districts consulaires, sauf l'agrément préalable de l'Etat de leur résidence.

5. Ces vice-consuls et ces agents consulaires seront munis d'un brevet délivré par l'autorité qui les aura nommés et sous les ordres de laquelle ils devront être placés.

6. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de déterminer les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires ; bien entendu que, sous ce rapport, elles ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne serait commune à tous les autres Etats.

7. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire de retirer l'exequatur déjà accordé, elle sera obligée de communiquer à l'autre Haute Partie contractante les motifs de son procédé.

8. Les chefs, ainsi que tous les fonctionnaires de l'office consulaire, en tant qu'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de leur résidence, seront munis, de la part du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat où ils résident, d'une carte spéciale d'identité portant la photographie et la signature du titulaire établissant leur qualité officielle et les recommandant à la protection des autorités locales.

9. Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leurs missions officielles, ainsi que pour ce qui concerne le plus convenable établissement des offices et des logements du chef et du personnel, les fonctionnaires consulaires seront assurés de trouver auprès de l'Etat de leur résidence l'appui et le concours les plus larges.

Article 2.

1. Les chefs des offices consulaires, y compris les agents consulaires, pourront placer sur les bâtiments où sont installés leurs offices l'écusson aux armes de l'Etat qui les a nommés avec l'inscription relative.

2. Ils pourront arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur le siège consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage.

3. Ces chefs pourront également arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur les bateaux dans lesquels ils s'embarqueraient pour l'exercice de leurs fonctions.

4. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile ; elles serviront avant tout à désigner aux ressortissants l'office consulaire.

Article 3.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires les fonctionnaires consulaires adjoints seront autorisés, dans l'ordre fixé par l'Etat dont ils relèvent, à exercer par intérim les fonctions de chef de l'office consulaire.

2. Les autorités locales dûment prévenues seront tenues de leur prêter assistance et protection et de leur assurer, pendant la gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges reconnus par la présente Convention aux chefs qu'ils remplacent.

(3) In order to be able freely to exercise their official functions, the heads of Consular offices must obtain an exequatur, which shall be issued free of charge. After this exequatur has been submitted to the competent authorities of the State of residence, the latter shall immediately take all necessary steps to enable Consular officers to carry out the duties appertaining to their office and to ensure that these officers shall enjoy all the exemptions, prerogatives, immunities, honours and privileges attached thereto.

(4) Consuls-General and Consuls, if so authorised by their Governments, may appoint Vice-Consuls or Consular agents in ports, towns or other places in their Consular districts, subject to the approval of the State of residence.

(5) These Vice-Consuls and Consular agents shall be provided with a warrant issued by the authority which has appointed them and under whose orders they will be placed.

(6) The two High Contracting Parties reserve the right to determine any localities to which they would not deem it desirable to admit Consular officers, it being understood that they will not impose in this respect any restrictions which do not apply equally to all other States.

(7) Should one of the High Contracting Parties consider it necessary to withdraw the exequatur already granted, it shall be bound to communicate to the other High Contracting Party its reasons for doing so.

(8) Heads of a Consular office and all other Consular officials, if they are not nationals of the State of residence, shall be provided by the Minister for Foreign Affairs of that State with a special identity card bearing the photograph and signature of the holder, certifying his official rank and recommending him to the protection of the local authorities.

(9) In the exercise of their functions and the performance of their official duties, as well as in the matter of the most suitable establishment of the office and dwellings of the head and his staff, Consular officers shall receive from their State of residence the most liberal support and assistance possible.

Article 2.

(1) Heads of Consular offices, including Consular agents, shall be entitled to display on the buildings in which their offices are established the arms of the State which appointed them.

(2) They shall be entitled to fly the flag of the State which has appointed them from the Consular buildings on public festivals and other similar occasions.

(3) Heads of Consular offices shall also be entitled to fly the flag of the State which has appointed them on boats in which they embark in the exercise of their official duties.

(4) It is understood that these external signs may never be interpreted as constituting a right of asylum. They shall mainly serve to indicate the Consular office to nationals of the country it represents.

Article 3.

(1) In the case of inability to attend, or the absence or death of Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular agents, assistant Consular officers shall be authorised, in the order fixed by the State which they represent, to fulfil the duties of head of the Consular office *ad interim*.

(2) The local authorities, if duly informed beforehand, shall afford them assistance and protection and ensure that, while they are acting in that capacity, they shall enjoy all exemptions, prerogatives, immunities, honours and privileges accorded under the present Convention to the heads whom they are replacing.

Article 4.

Les chefs des offices consulaires et les autres fonctionnaires consulaires, y compris les fonctionnaires honoraires, ne seront pas soumis à la juridiction de l'Etat où ils résident, en tant qu'il s'agit de l'exercice de leurs fonctions.

Article 5.

1. Les fonctionnaires consulaires italiens de la République Tchécoslovaque et les fonctionnaires consulaires tchécoslovaques dans le Royaume d'Italie jouiront de toutes les exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges dont jouissent ou jouiront à l'avenir les fonctionnaires consulaires du même grade de la nation la plus favorisée.

2. Il est convenu, toutefois, qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires consulaires des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie contractante.

3. Les chefs des offices consulaires de carrière, tous les fonctionnaires de carrière attachés à leurs offices, ainsi que le personnel en service exclusif de l'office ou auprès des familles des fonctionnaires consulaires, en tant qu'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de leur résidence, sont exempts des charges personnelles militaires.

4. Les chefs des offices consulaires et les fonctionnaires de carrière y attachés ayant la qualité de rédacteurs sont aussi, en tant qu'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de leur résidence, exempts des charges matérielles militaires.

Article 6.

1. L'exemption des impôts et des taxes est réglée par des accords spéciaux.

2. On pourra importer sans permission et en exemption des droits de douane et de toutes autres taxes imposées par les Etats respectifs pour l'importation des biens meubles :

- a) le mobilier des fonctionnaires consulaires qui se rendent dans le territoire de l'Etat de leur future résidence ;
- b) les meubles et les objets de bureau pour le premier établissement ;
- c) les objets affectés au service de l'office consulaire, surtout les écussons, les drapeaux, les enseignes, les estampilles et les imprimés officiels pour le service courant de l'office.

3. Exception est faite pour les objets de chancellerie.

Article 7.

1. Les chefs des offices consulaires, en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, et les autres fonctionnaires consulaires de carrière jouiront de l'immunité personnelle et ne pourront être mis en état d'arrestation ni en détention préventive par la police ou par les agents des tribunaux, sauf dans le cas qu'ils seraient pris en flagrant délit, quand il s'agit d'une infraction qui, conformément aux lois de l'Etat dans lequel elle a été perpétrée, entraîne une peine privative de liberté dont la durée est d'au moins un an ou une peine plus sévère.

2. Dans le cas où les personnes citées à l'alinéa précédent seraient arrêtées et chaque fois quand une instruction pénale serait ouverte contre elles, le Gouvernement de l'Etat dans le territoire duquel l'instruction pénale a été ouverte en informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat dont le prévenu relève.

Article 4.

The heads of Consular offices, and other Consular officers, including honorary officials, shall not be subject to the jurisdiction of the State in which they reside as far as the carrying out of their official duties is concerned.

Article 5.

(1) Italian Consular officers in the Czechoslovak Republic and Czechoslovak Consular officers in the Kingdom of Italy shall enjoy all exemptions, prerogatives, immunities, honours and privileges which are or may in the future be enjoyed by Consular officers, of the same rank, of the most-favoured nation.

(2) It is agreed, however, that neither High Contracting Party may, in virtue of the most-favoured-nation clause, claim for its Consular officers exemptions, prerogatives, immunities, honours and privileges more extensive than those which that Party itself accords to the Consular officers of the other High Contracting Party.

(3) Heads of Consular offices or officials attached to these offices who are members of the Consular Service, and the staff exclusively employed by the office or by the families of Consular officers, provided they are not nationals of the State of residence, shall be exempt from personal military duties.

(4) Heads of Consular offices and officers attached thereto, if members of the Consular Service and of the rank of clerks, shall, provided they are not nationals of the State of residence, also be exempt from material military obligations.

Article 6.

(1) The question of the exemption from taxes and dues will be regulated by special agreements.

(2) The following furniture may be imported without permit and free from Customs and all other duties levied by the respective States :

- (a) The furniture of Consular officers proceeding to the territory of the State of their future residence ;
- (b) Office furniture and equipment for the first installation ;
- (c) Objects required for the Consular office, such as shields, flags, signs, stamps and official printed documents for the current work of the office.

(3) This provision shall not apply to articles intended for the Chancellery.

Article 7.

(1) The heads of Consular offices, if they are nationals of the State which has appointed them, and other Consular officials who are members of the Consular Service, shall enjoy personal immunity: they may neither be arrested nor subjected to preventive detention by police or agents of the Court unless apprehended *flagrante delicto* in the commission of an offence which, in conformity with the laws of the State in which it is committed, is punishable by at least one year's imprisonment or a more severe penalty.

(2) If the persons referred to in the preceding paragraph are arrested, and in every instance when criminal proceedings are instituted against them, the Government of the State in the territory of which criminal proceedings are instituted shall immediately inform the diplomatic representative of the country of which the accused is a national.

Article 8.

1. Les fonctionnaires consulaires seront obligés, sur l'invitation des autorités judiciaires, de répondre comme témoins en justice. S'il s'agit d'un fonctionnaire consulaire de carrière, l'autorité judiciaire lui demandera par écrit s'il désire être entendu au siège consulaire ou s'il consent à se présenter personnellement au siège de l'autorité judiciaire. La réponse du fonctionnaire devra être donnée par écrit et sans délai. Si l'interrogatoire doit avoir lieu au siège consulaire, il devra être fixé en tout cas de manière à rendre possible cette déposition dans le délai fixé éventuellement par l'autorité judiciaire.

2. L'interrogatoire aura lieu d'après les formes prévues par les lois locales, et le procès-verbal sera également dressé suivant ces formes.

3. Devant les tribunaux, les fonctionnaires consulaires pourront refuser une déposition aussi sur la base du secret professionnel.

4. Si le tribunal ne reconnaît pas le bien-fondé du refus de répondre comme témoin sur la base du secret professionnel, il en informera son Gouvernement, qui s'adressera au représentant diplomatique de l'Etat dont relève le fonctionnaire consulaire pour régler le différend par la voie diplomatique. L'application de toute mesure coercitive par le tribunal est exclue.

5. Les stipulations de l'alinéa précédent seront également applicables pour la procédure devant les autorités administratives.

Article 9.

1. Les archives consulaires sont toujours inviolables et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, fouiller ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie.

2. Les livres, documents et objets officiels devront toujours être séparés de la correspondance privée, des livres et des papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires non de carrière.

3. Les livres, les documents et les objets officiels ne pourront être délivrés sous aucune condition.

4. La correspondance officielle est inviolable et elle ne sera pas soumise à la censure. Il en est de même pour les dépêches télégraphiques, radiotélégraphiques, les phonogrammes et les communications téléphoniques.

5. Les chefs des offices consulaires de carrière, en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, sont autorisés de recevoir et d'envoyer des dépêches en chiffre dans leurs rapports avec toutes les autorités gouvernementales de l'Etat dont ils relèvent, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires du même Etat.

Article 10.

Les fonctionnaires consulaires de carrière et les fonctionnaires honoraires pourront employer pour les travaux de leurs ménages des personnes n'étant pas ressortissants de l'Etat où ils résident. Ces personnes ne subiront de ce chef aucune entrave de la part des autorités locales.

Article 11.

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et de défendre, dans la mesure du droit et des usages internationaux aussi bien que dans

Article 8.

(1) Consular officers shall be bound, if so requested by the judicial authorities, to appear in Court as witnesses. In the case of a Consular officer in the regular Consular Service, the judicial authority shall ask him in writing whether he wishes to have his evidence taken at the Consulate or whether he consents to proceed in person to the seat of the judicial authority. The officer must reply in writing and without delay. If the examination is to take place at the Consulate, it must be so arranged as to make it possible to take such evidence within the time-limit, if any, fixed by the judicial authority.

(2) The examination will take place in accordance with the provisions of the *lex fori*, and the records shall also be drawn up in conformity with these provisions.

(3) In Court, Consular officers may also refuse to give evidence on a given point on grounds of professional secrecy.

(4) Should the Court not recognise the validity of the reason for refusing to reply as a witness on the grounds of professional secrecy, it shall inform its Government, and the latter shall communicate with the diplomatic representative of the State of which the Consular officer is a national, with a view to settling the dispute through the diplomatic channel. The Court shall not apply any coercive measures.

(5) The provisions of the preceding article shall also apply in the case of procedure before administrative authorities.

Article 9.

(1) The Consular archives shall at all times be inviolable : under no pretext whatever shall the local authorities have the right to examine or seize any books, documents, or other objects forming part thereof.

(2) Official books, documents or objects must always be kept separate from private correspondence, books and documents relating to the trade or industry in which Consular officers not in the regular Consular Service may be engaged.

(3) Official books, documents and objects may not be handed over under any circumstances.

(4) Official correspondence shall be inviolable and shall not be submitted to censorship. The same shall apply to telegrams, wireless telegrams, phonograms, and telephonic communications.

(5) Heads of Consular offices in the regular Consular Service, if they are nationals of the State which has appointed them, shall be authorised to receive and despatch cipher messages in their relations with all the Government authorities of their State, including the diplomatic missions and Consulates of that State.

Article 10.

Consular officers in the regular Consular Service and honorary officers may employ, as members of their household staff, persons who are not nationals of the State in which the officials reside. Such persons shall not be subjected to any restrictions by the local authorities.

Article 11.

(1) Consular officers shall have the right to protect the nationals of the State which has appointed them, defend all their rights and interests, within the limits of international law and custom

les limites de leur compétence, tous leurs droits et leurs intérêts et de pourvoir au développement des relations économiques entre les deux Etats. Il leur incombe la protection des veuves, des mineurs et des personnes incapables de soigner leurs intérêts ressortissant de l'Etat qui les a nommés.

2. Il leur revient également la protection des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, lorsqu'ils passeront sur le territoire de leur résidence comme émigrants ou rapatriants aussi bien que la sauvegarde de ceux-ci au moment de leur passage, notamment dans les endroits où il y a des ports.

3. Dans ce but ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur district consulaire pour réclamer contre toute infraction du droit émanant des traités existant entre les deux Hautes Parties contractantes et contre tout abus dont les ressortissants de l'Etat qui les a nommés pourraient avoir à se plaindre.

4. Ces autorités seront obligées de répondre aux demandes qui leur seraient adressées par les fonctionnaires consulaires. Si la demande est faite par écrit, la réponse devra aussi être donnée par écrit, et, si la démarche consulaire reste sans effet, il y aura lieu à recours en voie diplomatique.

5. L'intervention par écrit auprès des autorités du district se fera dans la langue officielle de l'Etat où le fonctionnaire consulaire réside.

Article 12.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront les droits suivants :

- a) de recevoir dans leur chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires et des bateaux battant le pavillon de l'Etat qui les a nommés, toutes les déclarations que pourraient avoir à faire les ressortissants de l'Etat dont les fonctionnaires consulaires relèvent ;
- b) de dresser, légaliser ou recevoir en dépôt les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés et tout autre acte de droit privé qui concerne ces ressortissants ;
- c) de dresser, légaliser ou recevoir en dépôt les contrats et arrangements écrits et conclus entre les ressortissants de l'Etat dont les dits fonctionnaires relèvent ou bien entre les dits ressortissants et les ressortissants de l'Etat de leur résidence, enfin les actes où figurent seulement les personnes dernièrement mentionnées, en tant qu'ils se rapportent aux immeubles se trouvant sur le territoire de l'Etat qui les a nommés ou que ces actes sont destinés à y produire des effets juridiques ; les déclarations et les attestations contenues dans les actes ci-dessus mentionnés et leur expédition, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires et qu'ils aient été soumis aux formalités qui régissent la matière dans l'Etat où l'acte doit recevoir son exécution, auront, après avoir été dûment légalisés par le fonctionnaire consulaire et revêtus du sceau de l'office consulaire, la même force et la même valeur que si ces actes avaient été passés par devant d'autres officiers publics compétents ou un notaire de l'autre Haute Partie contractante ; dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité ou l'exactitude de l'expédition d'un document enregistré à la chancellerie d'un des offices consulaires, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en ferait la demande et ladite personne pourra assister à cette confrontation ;
- d) de traduire et légaliser toute espèce d'actes et documents émanés des autorités ou fonctionnaires de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires ou de l'Etat de leur résidence ; ces traductions auront, dans les deux Etats, la même force et la même valeur que si elles avaient été faites par les fonctionnaires publics ou les interprètes jurés de ces deux Etats.

and of their own competence, and help to develop economic relations between the two States. They shall be responsible for the protection of widows, minors and persons incapable of managing their own affairs who are nationals of the State which has appointed them.

(2) They shall also be responsible for the protection of nationals of the State which has appointed them when these nationals are passing through the territory where the Consul resides as emigrants or re-immigrants, and for their safety during their passage, particularly in districts in which there are ports.

(3) For this purpose they shall be entitled to apply to the authorities of their Consular districts to protest against any infraction of rights established under treaties in force between the two High Contracting Parties, and against any abuses of which the nationals of the State which has appointed them may have to complain.

(4) The authorities in question shall be bound to reply to the request made to them by Consular officers. If the request is made in writing, the reply must also be sent in writing, and if the representations made by the Consular officers remain without effect, resort may be had to the diplomatic channel.

(5) Communications in writing to the authorities of the district shall be drawn up in the official language of the State in which the Consular officer resides.

Article 12.

The Consular officers of each of the High Contracting Parties, if so authorised by the laws of the State which has appointed them, shall have the following rights :

- (a) To receive in their chancellery, at the domicile of the parties and on board vessels and boats flying the flag of the State which has appointed them, all depositions which nationals of their State may have to make ;
- (b) To draw up, certify or receive for safe custody the testamentary dispositions of nationals of the State which has appointed them and any other act of private law concerning such nationals ;
- (c) To draw up, certify and receive for safe custody contracts and agreements written and concluded between the nationals of the State which the Consular officers represent or between such nationals and nationals of the State in which the Consular officers reside, as well as acts to which nationals of the latter State are sole parties in so far as they refer to immovable property situate in the territory of the State which has appointed the Consul officers, or in so far as these acts are intended to have legal effect in such territory. The declarations and affidavits contained in the above-mentioned acts, and the carrying out of the provisions thereof, provided such acts have been drawn up in the form prescribed by the laws of the State which has appointed the Consular officer and conform to the regulations in force in the State in which the act is to become operative, shall, after being duly certified by the Consular officer and sealed with the seal of the Consular office, possess the same force and authority as if they had been done before other competent public officials or a notary of the other High Contracting Party. Should any doubt arise concerning the authenticity or the correctness of copies of documents registered in the chancellery of one of the Consular offices, the Consular authority may not refuse to show the original to the person concerned for purposes of comparison if that person so requests, and that person shall be entitled to be present when such comparison is made ;
- (d) To translate and certify acts and documents of every kind issued by the authorities or officials of the State which has appointed the Consular officers, or issued by the State in which they reside ; these translations shall have the same force and authority in both States as if they had been made by the public officials or sworn interpreters of these two States.

Article 13.

1. En cas de décès d'un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au représentant consulaire dans le district duquel le décès aura eu lieu. Les représentants consulaires, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

2. Les autorités locales devront transmettre le certificat de décès au représentant consulaire avec l'avis mentionné à l'alinéa précédent, et, le cas échéant, la copie du procès-verbal relatif légalisée par le tribunal.

3. Le procès-verbal sera dressé conformément aux prescriptions locales en vigueur dans l'Etat où le fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions. Sur la demande du représentant consulaire compétent, le procès-verbal pourra également être dressé d'après une formule spéciale, en tant que les lois et les règlements locaux ne s'y opposent pas.

Article 14.

1. En cas de décès d'un ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes possédant des biens dans le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente remettra les biens meubles qui se trouvent sur son territoire au représentant consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant pour les mesures requises par l'ouverture de la succession et pour la décision des différends éventuels qui pourraient avoir rapport avec la succession.

2. Les fonctionnaires consulaires de la Haute Partie contractante dont le défunt était ressortissant coopéreront avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les tribunaux, conformément aux pouvoirs relatifs et dans la mesure stipulée par la présente Convention dans toutes les procédures pour éviter les dommages et dégâts qui pourraient menacer les biens dont il s'agit ou pour assurer les droits des héritiers, des légataires, des créanciers et d'autres personnes intéressées, en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat où l'héritage se trouve, et pour assurer le paiement des taxes publiques qui se rapportent à la succession.

Article 15.

1. Il sera de la compétence du représentant consulaire :

- a) sauvegarder les intérêts des ressortissants de l'Etat dont il relève, en tant qu'ils n'ont pas désigné un mandataire ;
- b) assister personnellement ou par un délégué à l'apposition des scellés des biens meubles successoriaux ; à cette occasion, le représentant consulaire pourra apposer aussi ses scellés à la succession ; il pourra également apposer ses scellés à la succession après un avis préalable à l'autorité locale, si elle n'y avait pas procédé ; les scellés ne devront être levés qu'en présence du représentant consulaire ou de son délégué ; toutefois, si après un avertissement remis 48 heures avant l'échéance du délai fixé et adressé par les autorités locales au représentant consulaire, pour qu'il assiste à la levée des scellés, l'invitation restait sans effet, l'autorité locale pourra lever non seulement les scellés apposés par elle, mais aussi les scellés du représentant consulaire ;
- c) se faire représenter et coopérer à l'établissement de l'inventaire des biens successoriaux et de contresigner le procès-verbal relatif ;
- d) proposer la vente des biens meubles successoriaux qui pourraient se détériorer ou dont la conservation serait difficile, notamment des récoltes et des effets dont la vente pourrait en ce moment s'effectuer en des conditions exceptionnellement favorables et assister à cette vente ;

Article 13.

(1) In case of the decease of a national of one of the High Contracting Parties in the territory of the other, the local authorities shall at once notify the Consular representative in the district of which the decease occurred. Similarly, if the Consular representative be the first to be informed of the decease, he shall inform the local authorities.

(2) The local authorities shall transmit the death certificate to the Consular representative with the notification referred to in the preceding paragraph and, if necessary, a copy of the records relevant thereto as certified by the Court.

(3) The records shall be drawn up in conformity with the local regulations in force in the State in which the Consular official exercises his duties. At the request of the competent Consular representative the records may also be drawn up in a special form, provided such form is not contrary to local laws and regulations.

Article 14.

(1) In case of the decease of a national of one of the High Contracting Parties possessing property in the territory of the other, the competent local authorities shall hand over the personal estate of the deceased situated in their territory to the Consular representative of the State of which the deceased was a national in order that the Consular representative may take the necessary steps regarding the opening of the succession and the settlement of any dispute which may arise in connection with the succession.

(2) The Consular officers of the High Contracting Party of which the deceased was a national shall co-operate with the local authorities and, if necessary, with the Courts according to their powers and to the extent laid down in the present Convention in any action taken to avoid any dilapidation or damage which may threaten the estate in question, or to protect the rights of heirs, legatees, creditors and other persons concerned, if they are nationals of the State in which the estate is situated, and to ensure the payment of the public taxes connected with the succession.

Article 15.

(1) The Consular representative shall be empowered :

- (a) To safeguard the interests of nationals of the State which he represents if no other agent has been appointed by them ;
- (b) To assist in person or by delegation at the affixing of seals on movable property forming part of the estate ; in such instances the Consular representative may also affix his own seals to such property ; he may likewise affix his seals to the property, after informing the local authorities, if the latter have not already done so ; the seals may only be removed in the presence of the Consular representative or his delegate ; if, however, the local authorities have notified the Consular representative 48 hours before the expiration of the time-limit inviting the latter to be present at the removal of the seals and the invitation has not been complied with, the local authorities shall be entitled to remove not only the seals affixed by themselves but also those affixed by the Consular representative ;
- (c) To be represented at and assist in the drawing up of the inventory of property forming part of the estate and sign the official record of the proceedings ;
- (d) To propose the sale of movable property forming part of the estate which is liable to deterioration or which it may be difficult to preserve, such as crops, and of effects which might at the time be sold under exceptionally favourable conditions, and to be present at the sale ;

e) coopérer au dépôt en lieu sûr des valeurs, des bijoux et des effets de la succession du défunt, ainsi que du montant des créances réalisées et du produit des rentes qu'on percevra, à la nomination, s'il le faut, d'une personne sûre et digne de confiance pour administrer la succession ; coopérer notamment au paiement des dettes en commun accord entre les intéressés à la succession et ses créanciers.

2. Toutes les mesures dont il est question aux paragraphes b) c) d) e) de cet article seront prises par les autorités locales compétentes conformément aux lois de l'Etat où le représentant consulaire exerce ses fonctions. Si le représentant consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant se trouve dans l'endroit où sont les biens meubles successoriaux, ces mesures ne pourront être prises qu'après un avertissement préalable au représentant consulaire.

3. Si le représentant consulaire dont il est question à l'alinéa précédent n'est pas dans le lieu où se trouvent les biens meubles successoriaux, il doit être sans retard informé par les autorités locales compétentes des mesures qui ont été prises à l'égard de la succession.

4. Sur la demande du représentant consulaire, les mesures susmentionnées pourront être prises également d'après une formule spéciale, changées ou annulées, en tant que les lois et prescriptions locales ne s'y opposent pas et que cela peut être fait sans désavantage pour les ressortissants de l'Etat où les biens successoriaux se trouvent.

5. A l'occasion de la remise des biens meubles successoriaux, on observera les dispositions données par le représentant consulaire dans les limites des lois locales.

Article 16.

1. Si des ressortissants de l'Etat où le décès a eu lieu ou d'une tierce Puissance avaient à faire valoir des droits sur une succession administrée par un fonctionnaire consulaire, et des difficultés survenaient, notamment à cause de réclamations donnant lieu à une contestation, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'auront aucun droit de terminer ou résoudre ces difficultés qui devront être soumises à l'autorité judiciaire locale.

2. Les dits fonctionnaires consulaires agiront alors comme représentants de la succession, c'est-à-dire que tout en conservant l'administration et le droit de liquidation, ainsi que celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes susénoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés d'en défendre les droits devant les autorités judiciaires. Il est bien entendu qu'ils remettront à celles-ci tous les papiers et documents nécessaires à éclaircir la question qui leur a été soumise.

3. Dans le cas où l'autorité judiciaire aura prononcé un jugement et celui-ci sera devenu exécutoire, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront tenus à l'exécuter, à moins qu'ils ne se pourvoient en requête extraordinaire, et ils continueront alors de plein droit la liquidation dans le cas où elle aurait été suspendue d'ordre de l'autorité judiciaire jusqu'à la fin de la contestation.

Article 17.

1. Chaque fois que les autorités locales d'une des deux Hautes Parties contractantes, au cours des actes qui sont de leur compétence, constateront qu'un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante se trouve intéressé dans une succession ouverte sur leur territoire, soit en qualité d'héritier ou de légataire, soit en qualité d'héritier ayant droit à la portion légitime, soit en qualité de donataire pour cause de mort, soit pour une autre raison quelconque, elles seront tenues d'en informer immédiatement le représentant consulaire compétent de l'autre Haute Partie contractante.

(e) To assist in placing in safe custody securities, jewels and effects forming part of the estate of the deceased, as well as recovered debts and revenues which may be collected by appointing if necessary a reliable person of good standing to administer the estate. To assist also in the payment of debts by common agreement with the persons who have an interest in the estate and its creditors.

(2) All the measures referred to in paragraphs (b), (c), (d) and (e) of this Article shall be taken by the competent local authorities in conformity with the laws of the State in which the Consular representative exercises his functions. If the Consular representative of the State of which the deceased was a national happens to be in the place in which the personal estate of the deceased is situate, these measures may only be taken after the Consular representative has been duly notified.

(3) If the Consular representative referred to in the preceding paragraph does not happen to be in the place in which the personal estate of the deceased is situate, he must without delay be informed by the competent local authorities of the steps which they have taken with regard to such estate.

(4) At the request of the Consular representative, the above-mentioned measures may also be taken in accordance with some special form of procedure, may be altered or annulled in so far as such procedure is not contrary to the laws and regulations in force in the locality and is not prejudicial to the interests of the nationals of the State in which the personal estate of the deceased is situate.

(5) When movable property forming part of the estate of the deceased is to be handed over, the arrangements made by the Consular representative shall be adhered to as far as the laws in force in the locality permit.

Article 16.

(1) If nationals of the State in which the decease occurred or of a third Power lay claim to an estate administered by a Consular official and difficulties arise, particularly in connection with claims involving litigation, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents shall not be entitled to settle or determine these difficulties, which must be submitted to the local judicial authority.

(2) The aforementioned Consular officials shall then act as representatives of the deceased's estate, that is to say, while continuing to administer it and maintaining the right of liquidation and the right to effect sales as hereinbefore described, they shall protect the interests of the heirs and shall be entitled to appoint attorneys to defend their rights before the judicial authorities. It is understood that they shall submit to the latter all papers and documents required for the proper appreciation of the questions submitted to them.

(3) If a judicial authority has delivered judgment and judgment has become executory, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents shall be bound to execute such judgment, unless they obtain special permission from the judicial authorities, and they may then continue *de jure* to liquidate the estate in cases in which such liquidation has been suspended by order of the judicial authority until the end of litigation.

Article 17.

(1) Whenever the local authorities of one of the High Contracting Parties, in the execution of their recognised duties, note that a national of the other High Contracting Party is concerned in an action regarding succession brought before the Courts in their territory, in his capacity as heir, legatee, heir entitled to a legal share or donee *causa mortis* or for any other reason, they must immediately inform the competent Consular representative of the other High Contracting Power.

2. Si les personnes dont il est question à l'alinéa précédent ne sont pas présentes ou bien si elles, pour une raison quelconque, ne sont pas capables de représenter personnellement leur cause, le chef de l'office consulaire compétent ou un autre fonctionnaire consulaire par lui délégué sera autorisé de les représenter devant les autorités locales aussi longtemps qu'elles n'auront pas institué d'autre mandataire.

Article 18.

1. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit d'organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou la curatelle des ressortissants de l'Etat dont ces fonctionnaires consulaires relèvent, conformément aux lois de cet Etat.

2. Les autorités locales seront tenues à notifier sans délai à l'office consulaire le plus rapproché de l'autre Haute Partie contractante tous les cas où il y aurait lieu de pourvoir à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur dans l'intérêt d'un ressortissant de l'Etat dont cet office consulaire relève.

3. La protection des personnes sujettes à la tutelle ou à la curatelle ainsi que la protection de leurs biens et intérêts revient à l'office consulaire aussi longtemps que les tribunaux ou les autorités compétentes de l'Etat dont ces personnes sont ressortissants n'auraient pris d'autres mesures. Notamment la question de nommer les tuteurs et curateurs provisoires ou de les relever de leurs fonctions ne pourra être décidée par les autorités locales qu'avec le consentement de l'office consulaire. Egalement les mesures importantes concernant les personnes susdites ou leurs biens et intérêts exigeront le consentement du chef de l'office consulaire compétent ou de son délégué.

Article 19.

Les fonctionnaires consulaires auront le droit de recevoir le paiement des prestations, rentes ou indemnités allouées aux ayants-droit selon les lois de l'Etat dont ils relèvent, et notamment par l'application des lois de prévoyance sociale.

Article 20.

1. Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de porter toute sorte de secours aux navires et bateaux battant le pavillon de l'Etat qui les a nommés et séjournant dans les ports de leur district consulaire, et cela sans distinction entre la navigation maritime et fluviale.

2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront se rendre personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires et des bateaux susvisés dès qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger le capitaine, l'équipage et toutes les personnes se trouvant à bord, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur le voyage des navires et des bateaux, sur leur destination et sur les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de ces navires et bateaux, assister le personnel du bord devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration locale pour leur servir d'interprètes et d'intermédiaires dans les affaires qu'ils auront à traiter ou dans les demandes qu'ils auront à formuler.

3. Sauf pour ce qui concerne le service de la douane et l'admission en libre pratique de la part des autorités sanitaires et du port, il est convenu que les fonctionnaires de l'administration publique ne pourront, dans les ports où réside un fonctionnaire consulaire d'une des deux Hautes Parties contractantes, opérer ni des visites ni des recherches à bord des navires et des bateaux de commerce et de plaisance sans être accompagnés d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat dont ces navires ou bateaux battent le pavillon. Ils devront, en ce cas, prévenir en temps utile le représentant consulaire pour qu'il puisse assister aux opérations susdites. De même, ils devront le prévenir toujours

(2) If the person referred to in the preceding paragraph is not present or unable for some reason to defend his case in person, the competent head of the Consular office or another Consular officer delegated by him shall be authorised to represent such person before the local authorities so long as he has not appointed an attorney.

Article 18.

(1) Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents shall be entitled to institute, if necessary, and in accordance with the laws of their State, the trusteeship or guardianship of nationals of the State which the Consular officials represent.

(2) The local authorities must without delay notify the nearest Consular office of the other High Contracting Party of all cases in which it would be desirable to appoint a trustee or guardian in the interest of a national of the State which this Consular office represents.

(3) It shall be the duty of the Consular office to protect persons subject to trusteeship or guardianship, as well as the property and interests of such persons, until the Courts or competent authorities of the State of which such persons are nationals have taken other measures. In particular, the question of appointing provisional trustees or guardians and of relieving them of their duties can only be decided by the local authorities subject to the consent of the Consular office. In addition, all important measures concerning the above-mentioned persons or their property or interests must be agreed to by the competent head of the Consular office or his delegate.

Article 19.

Consular officers shall be entitled to receive the allowances, pensions, or compensation due to persons entitled to receive them according to the laws of the State which these Consular officers represent, in particular in application of social welfare laws.

Article 20.

(1) Consular officers of the High Contracting Parties shall be entitled to afford every assistance to vessels and boats flying the flag of the State which they represent and visiting the ports of their Consular district, no distinction being made between maritime and river navigation.

(2) Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents shall be entitled either to proceed in person or to send delegates aboard the above vessels and boats, as soon as the latter have been admitted to free pratique, to interrogate the captain, the crew or any persons on board, examine the ship's papers, and receive statements concerning the voyage of the vessels and boats, their destination and incidents which occurred during the voyage, draw up the manifests and facilitate the departure of these vessels and boats, assist the crews in the local Courts and administrative offices, and act as interpreters and intermediaries for them in any business which they may have to transact or in the requests which they may have to make.

(3) Except as regards the Customs service and the admission to free pratique by the health authorities of the port, it is agreed that officials of the public administration may not, in ports in which a Consular officer of one of the two High Contracting Parties resides, conduct inspections or searches on board either vessels or boats or yachts, unless they are accompanied by a Consular officer of the State whose flag these vessels or boats are flying. In such case, they must give the Consular representative sufficient notice for him to be able to be present at the above-mentioned proceedings. They must also notify him in due time of depositions which captains and crews

en temps utile de toutes les déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et les administrations locales, afin qu'il puisse y assister pour éviter toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'administration de la justice.

4. Les interventions des fonctionnaires de la justice locale et notamment les arrestations à bord des navires et des bateaux de commerce et de plaisance battant le pavillon de l'autre Haute Partie contractante pourront être effectuées sans délai, pourvu que le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont ces navires ou bateaux battent le pavillon en soit prévenu.

5. L'invitation qui sera adressée, dans les cas précités, aux fonctionnaires consulaires indiquera l'endroit et l'heure précise, et si les fonctionnaires consulaires négligent de s'y rendre personnellement ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront toutefois tenues d'informer ultérieurement sans délai les fonctionnaires consulaires de toute visite ou autre intervention officielle dont il est question dans les alinéas précédents opérées en leur absence. Elles feront de même, lorsque le fonctionnaire consulaire ne réside pas dans le port.

Article 21.

1. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et des bateaux et la sûreté des marchandises, biens et effets seront observés les lois, ordonnances et règlements de l'Etat où le navire ou le bateau se trouve.

2. Aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires est réservé le maintien de l'ordre intérieur à bord des navires et des bateaux marchands battant le pavillon de l'Etat dont ces fonctionnaires consulaires relèvent.

3. Les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les matelots et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés seront résolues par les fonctionnaires consulaires susvisés, en tant qu'ils y sont qualifiés d'après les lois de l'Etat dont ils relèvent. Dans le cas contraire, les dits fonctionnaires auront toujours la faculté de régler les différends en conciliation.

4. A défaut d'une décision ou d'une transaction d'après l'alinéa précédent, les différends en cause seront déferés aux autorités compétentes de l'Etat dont le navire ou bateau respectif bat le pavillon, sauf les dispositions contenues dans l'article 26.

5. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires et des bateaux seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou lorsque des ressortissants locaux ou des personnes ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouveraient mêlés.

6. Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux représentants consulaires, si elles en sont requises par ceux-ci.

Article 22.

Dans le cas où des personnes inscrites sur le rôle de l'équipage ou sur un document équivalent auraient abandonné leur service, les fonctionnaires consulaires devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation du rôle de l'équipage ou de documents équivalents ou en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes susmentionnées font réellement partie de l'équipage. Sur la demande des fonctionnaires consulaires ainsi justifiée, les autorités locales leur prêteront tout secours et toute assistance pour rechercher ces personnes et les sommer de rentrer en service en dressant procès-verbal.

Article 23.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires et les bateaux des deux Etats auront souffertes, soit qu'ils

may have to make before the Court or local administrative officials, in order that he may be present to avoid all error or misinterpretation which might impair the administration of justice.

(4) The local judicial authorities may, without delay, intervene and make arrests on board merchant vessels or yachts or boats flying the flag of the other High Contracting Party, provided the Consular officer of the State of which these vessels or boats fly the flag is notified of the fact.

(5) The invitations sent to the Consular officers in the above-mentioned cases shall indicate the exact place and time of the proceedings, and if the Consular officers neglect to attend personally or send representatives to the spot, proceedings shall be taken in their absence. The competent local authorities shall, however, be bound subsequently and without delay to inform the Consular officers of all visits or other official acts referred to in the preceding paragraph which have been accomplished in their absence. They shall do this also when the Consular officer does not reside in the port.

Article 21.

(1) In every matter connected with the policing of ports, the loading and unloading of vessels and boats, and the safety of goods, property and chattels, the laws, ordinances and regulations of the State in whose waters the vessel or boat happens to be shall be observed.

(2) Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents shall be responsible for internal order on board merchant vessels and boats flying the flag of the State which these Consular officers represent.

(3) Disputes of every kind between the captain, officers and sailors, and particularly disputes concerning pay and the fulfilment of contracts concluded between the above, shall be settled by the above-mentioned Consular officers if they are qualified to deal with such matters under the laws of the State which they represent. Otherwise, the said officers shall always have the option of settling such disputes by conciliation.

(4) Failing a decision or compromise in accordance with the above paragraph, disputes shall be referred to the competent authorities of the State whose flag the vessel or boat is flying, subject to the provisions of Article 26.

(5) The local authorities may only intervene when disorders arising on board vessels and boats are such as to disturb public peace and order on land or in the port, or when their own nationals or persons who are not members of the crew are concerned in the case.

(6) In all other cases the above-mentioned authorities shall merely afford all assistance to the Consular representatives if the latter request them to do so.

Article 22.

If persons entered on the roll of the crew, or some other equivalent document, have deserted their posts, Consular officers may apply in writing to the competent local authorities and prove, by submitting the roll of the crew, or equivalent documents, or by producing a certified copy of these documents, that the persons in question are really members of the crew. At the request of the Consular officers, supported by such documentary evidence, the local authorities shall afford the officers all help and assistance in seeking out these persons and ordering them to resume their work, minutes being kept of the case.

Article 23.

In the absence of any stipulation to the contrary between shipowners, freighters and underwriters, the question of damage to vessels or boats of the two States, whether these vessels or boats

entrent dans les ports respectifs, volontairement, soit par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de l'Etat dont le navire ou bateau bat le pavillon, à moins que des ressortissants locaux ou d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries ; dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries devront être réglées par l'autorité compétente.

Article 24.

1. Lorsqu'un navire ou un bateau battant le pavillon d'une des deux Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes ou les territoires de l'autre Haute Partie contractante, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la circonscription et, à son défaut, à celle du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

2. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires et bateaux tchécoslovaques qui naufrageraient ou échoueraient sur les côtes ou les territoires du Royaume d'Italie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la République Tchécoslovaque ; réciproquement, toutes les opérations relatives au sauvetage des navires et bateaux italiens qui naufrageraient ou échoueraient sur les côtes ou les territoires de la République Tchécoslovaque seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires du Royaume d'Italie.

3. L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Etats que pour assister les représentants consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

4. En l'absence et jusqu'à l'arrivée du représentant consulaire ou de la personne qu'il délèguerait à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

5. L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucun genre en dehors de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires et les bateaux nationaux.

6. En cas de doute sur la nationalité des navires et des bateaux naufragés ou échoués, les mesures mentionnées dans le présent article seront prises par l'autorité compétente.

7. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Article 25.

Les fonctionnaires consulaires délivreront et viseront, conformément aux prescriptions de l'Etat qui les a nommés, les passeports et d'autres documents officiels.

Article 26.

Les dispositions de la présente Convention ne portent aucune atteinte aux dispositions des actes de navigation régissant les fleuves internationaux ni aux dispositions prises par l'application de ces actes ni aux dispositions réglant la navigation sur les autres voies navigables intérieures.

enter into the respective ports voluntarily or owing to unavoidable circumstances, shall be settled by the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Consular agents of the State whose flag the vessel or boat is flying, unless nationals of the other Party or of a third Power are concerned in the question. In such case, failing amicable arrangement between all the parties concerned, the question of damage must be settled by the competent authorities.

Article 24.

(1) Should one of the vessels or boats flying the flag of one of the High Contracting Parties be shipwrecked or run aground on the coast or within the territory of the other High Contracting Party, the local authorities shall communicate the fact to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or Consular agent of the district, or the Consul-General, Consul, Vice-Consul or Consular agent nearest to the scene of the accident.

(2) All operations connected with the salvage of Czechoslovak vessels and boats which may be shipwrecked or run aground on the coasts or within the territory of the Kingdom of Italy shall be directed by the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular agents of the Czechoslovak Republic ; similarly, all operations connected with the salvage of Italian vessels or boats which may be shipwrecked or run aground on the coasts or within the territory of the Czechoslovak Republic shall be directed by the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of the Kingdom of Italy.

(3) In either State the local authorities shall only intervene to assist Consular representatives, maintain order, guarantee the interests of salvagers who are not members of the crew, ensure the execution of the provisions to be observed for the entry and exit of goods salvaged and to safeguard the general interests of navigation.

(4) In the absence, and until the arrival, of the Consular representative or the person delegated by him for this purpose, the local authorities shall take all necessary steps to protect individuals and articles salvaged from the shipwreck.

(5) No duties of any kind shall be leviable in connection with the action of the local authorities in these various cases, except such as are occasioned by salvage operations and the preservation of articles salvaged and duties to which national vessels and boats would be subject in similar circumstances.

(6) In case of doubt concerning the nationality of the vessels and boats which may have been shipwrecked or run aground, the measures referred to in this article shall be taken by the competent authority.

(7) The High Contracting Parties agree, moreover, that goods and articles salvaged shall not be required to pay any Customs duty unless they are intended for internal consumption.

Article 25.

Consular officers shall, in conformity with the regulations of the State which they represent, issue and visa passports and other official documents.

Article 26.

The provisions of the present Convention shall not in any way affect the provisions of the Navigation Acts regulating international rivers, nor the provisions arising out of the application of these Acts, nor the provisions regulating navigation on other inland navigable waterways.

Article 27.

Les fonctionnaires consulaires sont autorisés à faire tous les actes se rapportant au service militaire, à la tenue des rôles militaires et à la visite sanitaire des conscrits ressortissant de l'Etat qu'ils représentent.

Article 28.

1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

2. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura la durée de 5 années à partir de la même date.

3. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Rome, le premier mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) VLASTIMIL KYBAL m. p.

(L. S.) BENITO MUSSOLINI m. p.

(L. S.) JAN DVOŘÁČEK m. p.

Copie certifiée conforme.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 9 février 1925.

BENITO MUSSOLINI.

D^r Jan OPOČENSKÝ,

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

Article 27.

Consular officers are authorised to transact all official business connected with military service, the keeping of military registers and the health inspection of conscripts who are nationals of the State which they represent.

Article 28.

(1) The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

(2) It shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for five years as from that date.

(3) Should neither of the Contracting Parties, one year before the expiration of this period, notify its intention of denouncing the Convention, the Convention shall remain in force for one year as from the date on which one or other of the two High Contracting Parties may have denounced it.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in Rome on March 1, One thousand Nine hundred and Twenty-four.

(L. S.) (Signed) VLASTIMIL KYBAL.

(L. S.) (Signed) BENITO MUSSOLINI.

(L. S.) (Signed) JAN DVOŘÁČEK.

